

Multi-year Expert Meeting on Transport, Trade Logistics and Trade Facilitation:

**Second session: Trade facilitation rules as a trade
enabler: options and requirements**

Geneva, 1–3 July 2014

Niger

by

**Mr. Hamadou KARIDIO
Directeur du Commerce Extérieur et du Partenariat
Economique
Niger**

CNUCED

**REUNION PLURIANNUELLE DES EXPERTS SUR LE COMMERCE ET LA
FACILITATION DES ECHANGES
GENEVE, 1-4 JUILLET 2014**

Contribution du Niger

Présentation :

KARIDIO Hamadou, Directeur du Commerce Extérieur
et du Partenariat Economique
Téléphone : +227 20 73 72 16
Mobile : +227 96 96 95 54
Fax : +227 20 73 21 50
Email : karidioh@yahoo.fr

1

PLAN D'INTERVENTION

I- introduction

II-Structures des Exportations

III- Investissements

**IV- Etat des lieux de la Facilitation
des Echanges au Niger**

-Analyse des 41 mesures

-Principaux obstacles

-Actions à mener

-Besoins prioritaires

2

Introduction

-De 7 millions habitants qu'elle était en 1988 (2^{ème} RGP/H), elle est passée à 17,129 millions habitants au dernier recensement général (RGPH 2012).

-L'agriculture et l'élevage sont les principales activités économiques du pays avec une contribution à environ 40% du produit intérieur brut ; les activités agro-pastorales occupent la majorité de la population active (85%).

3

Evolution des principaux indicateurs économiques

Intitulé	2009	2010	2011	2012	2013
Taux croissance démographique en %	3,3	3,3	3,9	3,9	3,9
Taux croissance du PIB réel en %	-0,7	8,4	2,3	11,1	4,1
Taux d'inflation moyen annuel en %	4,3	0,9	2,9	0,5	2,3
PIB nominal en milliards FCFA	2548,4	2832,3	3025,5	3414,3	3659,6
Accroissement PIB réel/tête en %	-4,1	4,7	-5,5	6,7	0,2
Taux d'épargne intérieure brute en %	8,2	13,1	11,5	16,7	16,4
Taux d'investissement en %	34,7	40,0	38,4	34,9	34,4
Balance des biens en milliards FCFA	-376,5	-402,7	-435,0	-218,6	-198,8

Source : Institut National de la Statistique

4

Commerce Extérieur: structure des exportations

Les exportations: produits miniers, pétroliers, des produits d'agriculture et d'élevage.

La valeur des exportations est passée de 579,3 milliards en 2012 à 592,7 milliards en 2013. Les exportations longtemps dominées par l'uranium et les produits d'élevage intègrent depuis 2012 les produits pétroliers.

La répartition en volume et en valeur de ces exportations est donnée dans le tableau ci-dessous :

Produits	Quantités (tonnes)					Valeurs (millions de FCFA)				
	2008	2009	2010	2011	2012	2008	2009	2010	2011	2012
hydrocarbures	0	0	0	75	202 650	0	0	0	26	108791
mines	3130	3206	3941	4501	4625	215899	216007	264884	360 263	383579
Animaux sur pieds	59674	63004	101277	50199	47481	74908	62800	61302	19797	17868
Produits agricoles	112979	68226	82381	93972	140291	18841	18682	25623	25145	16881
Autres produits	5417	6493	7822	23749	19708	6764	7358	21810	19355	14422
Total	181200	140929	195421	172496	414754	316412	304846	373619	424586	541542

Source : INS

5

La structure des exportations du Niger entre 2008 et 2012 est donnée dans le tableau suivant :

Produits	Quantités (%)					Valeurs (%)				
	2008	2009	2010	2011	2012	2008	2009	2010	2011	2012
hydrocarbures	0,0	0,0	0,0	0,0	48,9	0,0	0,0	0,0	0,0	20,1
mines	1,7	2,3	2,0	2,6	1,1	68,2	70,9	70,9	84,9	70,8
Animaux sur pieds	32,9	44,7	51,8	29,1	11,4	23,7	20,6	16,4	4,7	3,3
Produits alimentaires	62,4	48,4	42,2	54,5	33,8	6,0	6,1	6,9	5,9	3,1
Autres produits	3,0	4,6	4,0	13,8	4,8	2,1	2,4	5,8	4,6	2,7
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : INS

6

II- Investissements

En ce qui concerne les investissements directs étrangers, une tendance haussière continue a été observée sur la période 2002-2009 et une relative stabilisation entre 2010 et 2011. Cela peut être expliqué par le dynamisme du secteur des télécommunications et l'intensification des activités aurifères (2004) et le regain des investissements dans les secteurs minier et pétrolier.

Les flux d'investissements directs étrangers se sont chiffrés à -428,4 en 2012 contre -498,5 milliards de FCFA en 2011.

7

Tableau : Evolution du compte des opérations financières : montant en millions de FCFA

Rubriques	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Investissements directs	-57984	-141531	-345407	-495304	-498528	-428379
Investissements de portefeuille	2994	5450	-7409	-9588	-8704	-4875
Dérivés financiers					-94	0
Autres investissements	-61546	-15786	-65457	-62674	-76301	-116915
Total des opérations financières	-116536	-151867	-418273	-567566	-583627	-550169

Source : BCEAO

8

IV- Etat des lieux de la Facilitation des Echanges au Niger

Créé par Arrêté n° 018/MC/I/DCE du 06 avril 2009 du Ministre chargé du Commerce, le Comité a une mission de définir les besoins et priorités du Niger en matière de facilitation des échanges et d'évaluer le type et le niveau des actions nécessaires pour mettre en œuvre l'éventail des mesures proposées dans le cadre des négociations. Le Comité est également chargé de définir une position nationale de négociation pour chaque mesure proposée.

9

Résultats de l'Autoévaluation de 2014

A l'issue de l'analyse de 41 mesures, la situation se présente comme suit :

Mesures entièrement conformes :

- Mouvement des marchandises sous contrôle douanier ;
- Procédures communes à la frontière : uniformité des documents requis ;
- Marchandises refusées ;
- Admission temporaire/ perfectionnement actif et passif ;
- Comité National de la Facilitation des Echanges.

10

Mesures pour l'essentiel conforme :

- * Publication;
- * Séparation de la mainlevée de la détermination finale des droits de douanes, taxes, redevances et impositions ;
- * Marchandises périssables ;
- * Réglementation et formalités appliquées au transit ;
- * Renforcement de la non – discrimination ;
- * Procédures et contrôles ;
- * Garanties ;
- * Coopération et coordination ;
- * Coopération douanière.

11

Mesures partiellement conformes :

- * Notification ;
- * Droit à un recours ou à un réexamen ;
- * Notification d'inspections ou de contrôles renforcés;
- * Rétention ;
- * Disciplines générales concernant les redevances et impositions perçues à l'importation et à l'exportation ou à l'occasion de l'importation et de l'exportation ;
- * Disciplines spécifiques concernant les redevances et impositions imposées à l'importation et à l'exportation ou à l'occasion de l'importation et de l'exportation;
- * Traitement avant arrivée ;
- * Coopération entre les Organismes présents aux frontières ;
- * Utilisation des normes internationales

12

Mesures non conformes :

- * Renseignements disponibles sur internet ;
- * Points d'informations
- * Possibilité de présenter des observations sur les nouvelles ;
- * Consultation ;
- * Décisions anticipées ;
- * Procédures d'essai ;
- * Disciplines en matière de pénalités ;
- * Paiement par voie électronique ;
- * Gestion des risques ;
- * Contrôle après dédouanement ;
- * Etablissement et Publication des temps moyens nécessaires ;
- * Mesures de facilitation pour les opérateurs économiques agréés ;
- * Envois accélérés ;
- * Formalités et prescriptions en matière de documents requis ;
- * Acceptation de copies ;
- * Guichet unique ;
- * Inspections avant et après expédition ;
- * Recours aux courtiers en douane.

13

Principaux Obstacles/Raisons de la non-conformité :

- * Absence de législations dans certains domaines et matières ;
- * Forte prédominance du secteur informel ;
- * Forte prédominance du trafic et échanges frontaliers ;
- * Résistance au changement tant du secteur public que du privé ;
- * Lourdeur et lenteur administratives ;
- * Faible modernisation des administrations et faible recours aux nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTICs) ;
- * Législation nationale inadaptée au regard des nouveaux moyens de paiement ;
- * Guichet unique non encore opérationnel ;
- * Préoccupation liée aux recettes douanières d'où le besoin de s'attaquer à la sous-évaluation des importations ;
- * Système de renseignement douanier non développé ;
- * Confidentialité de certaines données ;
- * Absence de législation requérant la possibilité d'effectuer des consultations régulières.

14

Actions/ressources nécessaires :

- * Mise en place de cadres juridiques et réglementaires adéquats ;
- * Elaboration de stratégies nationales dans les domaines identifiés ;
- * Sensibilisation des acteurs impliqués dans la facilitation des échanges ;
- * Renforcement des capacités humaines et matérielles ;
- * Construction et création d'infrastructures pour améliorer les conditions de transit ;
- * Modernisation des administrations à travers l'automatisation et l'informatisation des procédures et à terme leur dématérialisation.

15

Besoins prioritaires en assistance technique :

- * Acquisition des équipements et matériels pour l'Informatisation des procédures et l'automatisation des services administratifs présents aux frontières ;
- * Construction des bureaux à contrôles nationaux juxtaposés pour assurer la simultanéité des contrôles aux frontières ;
- * Construction et équipement des plateformes et aires de stationnement pour des camions en vue de renforcer et d'améliorer les capacités de transit ;
- * Création et équipement d'une imprimerie gouvernementale ;
- * Renforcement des capacités des services et assistance technique en matière de formation.

16

Je vous remercie de votre aimable attention

17